

Marché public de Services

25_008MAPA

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (C.C.A.P)**

**Prestations de gardiennage et surveillance des locaux de
l'URSSAF Rhône Alpes**

Procédure adaptée

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**Urssaf Rhône-Alpes
Dont le siège social est situé :
6 rue du 19 mars 1962
CS 40099
69 691 VENISSIEUX CEDEX**

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET ET CADRE JURIDIQUE DU MARCHÉ	4
1.1.	OBJET DU MARCHÉ	4
1.2.	ALLOTISSEMENT	5
1.3.	RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
1.4.	NON-EXCLUSIVITÉ	6
1.5.	FORME DU MARCHÉ	6
1.6.	PROCÉDURE DE PASSATION	6
ARTICLE 2.	PARTIES CONTRACTANTES	7
ARTICLE 3.	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	7
ARTICLE 4.	DURÉE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	8
4.1	DURÉE DU MARCHÉ	8
4.2	DÉLAI D'EXÉCUTION	8
ARTICLE 5.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
5.1.	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	9
5.2.	MOYENS D'ACCÈS	9
5.3.	RÉUNIONS	9
5.4.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
5.4.1.	PASSATION DES COMMANDES	10
5.4.2.	DÉLAI DE PRÉVENANCE - DURÉE D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE	10
ARTICLE 6.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
7.1.	INTERVENTIONS SUR SITE	11
7.2.	CONFIDENTIALITÉ	12
7.3.	OBLIGATIONS DE RÉSULTAT	12
7.4.	COMMUNICATION DES INCIDENTS	13
7.5.	REPRISE DU PERSONNEL	13
ARTICLE 8.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX	14
ARTICLE 9.	CONTENU DES PRIX	14
ARTICLE 10.	VARIATION DES PRIX	14
10.1.	MODALITÉS DE RÉVISION DE PRIX	14
10.2.	MODALITÉS D'APPLICATION	14
10.3.	FORMULE DE CALCUL	15
10.4.	CLAUDE DE SAUVEGARDE	16
10.5.	CLAUDE BUTOIR	16
10.6.	CLAUDE DE RÉEXAMEN	17
10.6.1.	EVOLUTIONS DES PRESTATIONS	17
10.6.2.	DISPARITION INDICE / INDEX	17
10.6.3.	AUGMENTATION FINANCIÈRE	18
10.6.4.	AUTRES	18
ARTICLE 11.	MODALITES DE PAIEMENT	19
ARTICLE 12.	AVANCE	20
ARTICLE 13.	SOUS TRAITANCE	20

ARTICLE 14.	PENALITES	22
ARTICLE 15.	ASSURANCES	26
ARTICLE 16.	EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	26
ARTICLE 17.	RESILIATION DU MARCHE	27
ARTICLE 18.	PRODUCTIONS PERIODIQUES DU TITULAIRE	28
ARTICLE 19.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	29
ARTICLE 20.	INSERTION SOCIALE	34
20.1	FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI	34
20.1.1	CRITÈRE D'ÉLIGIBILITÉ	34
20.1.2	DURÉE D'ÉLIGIBILITÉ	35
20.1.3	PRINCIPE DE MUTUALISATION	35
20.1.4	MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION D'INSERTION	36
20.1.5	LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE PAR LE TITULAIRE	36
20.1.6	COORDONNÉES DE L'ASSISTANT À MAÎTRISE D'OUVRAGE INSERTION DE L'URSSAF	37
20.1.7	SUIVI ET ÉVALUATION DE LA CLAUSE SOCIALE	38
ARTICLE 21.	RÈGLEMENT DES LITIGES ET DIFFÉRENTS	39
ARTICLE 22.	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS CONTRACTUELS	39

ARTICLE 1. OBJET ET CADRE JURIDIQUE DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent marché porte sur les prestations relatives au gardiennage et à la surveillance des locaux de l'URSSAF Rhône Alpes.

➤ Prestations récurrentes

2 types de prestations récurrentes sont concernées par le présent marché

- Gardiennage statique : agent de sureté dans les espaces accueils
- Rondes de surveillance : ronde quotidienne de fermeture

Nb pour Vénissieux : Chaque jour du lundi au vendredi. Ronde d'ouverture, de fermeture et en journée selon un parcours validé assuré par l'agent statique du PC sécurité.

➤ Prestations occasionnelles

Des prestations occasionnelles pourront également être demandées. Celles-ci seront prévisibles ou non.

- Mise en place de mesures conservatoires en cas de levée de doute confirmée : ronde supplémentaire nuit et WE
- Gardiennage statique complémentaire (événement particulier, ...)
- Levée de doute (LDD) physique sur demande de la télésurveillance ou de la direction en cas de déclenchement d'alarme sur site (24h/24 et 7j/7).

Les prestations de télésurveillance ne font pas l'objet du présent marché.

Lieu(x) d'exécution : Les différents sites et leurs adresses au CCTP

Dispositions générales :

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans :

- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (C.C.T.P).

Le présent marché est régi par le CCAG Fournitures Courantes et Services, conformément à l'arrêté du 30 mars 2021.

1.2. Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

	Site	Adresse
1	Annecy	2 rue Honoré de Balzac 74600 Seynod
	Chambéry	10 rue des Champagnes 73290 La Motte Servolex
2	Grenoble	1 rue des alliés 38000 Grenoble
	Vienne	59 quai Claude Bernard 38200 Vienne
	Valence	1 Place de Dunkerque 26000 Valence
	Privas	Bd de la Chaumette 07000 Privas
3	Saint -Etienne Horizon	14 rue Jacques Constant Milleret 42100 Saint-Etienne
	Saint -Etienne « 5 ^{ème} élément »	10 rue des Aciéries 42100 Saint Etienne
	Lyon Foch	55 Av maréchal Foch 69006 Lyon
	Villefranche-sur- Saône	85 rue Georges Meunier 69400 Villefranche-sur-Saône
	Vénissieux	6 rue du 19 mars 1962 69200 Vénissieux
	Bourg en Bresse	467 Av de San Severo 01000 Bourg-en-Bresse

Les offres peuvent concerner un ou plusieurs lots.

Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent.

Chaque lot fera l'objet d'un marché et d'un acte d'engagement distinct.

Le nombre de lot pouvant être attribué à un même candidat n'est pas limité.

1.3. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.4. Non-exclusivité

Par exception au principe du droit à l'exclusivité détenu par le Titulaire sur les prestations objet du présent marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra s'adresser à un autre prestataire pour des besoins occasionnels dans la condition suivante :

- En cas d'incapacité du Titulaire de fournir ponctuellement des prestations dans les délais contractuels

1.5. Forme du marché

Le marché est mono-attributaire et prend la forme d'un **accord-cadre à bons de commande**.

- Bon de commande annuelle pour les prestations récurrentes
- Bon de commande à posteriori ou à l'apparition des besoins pour les prestations dites occasionnelles.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec les montants maximums ci-dessous (prestations occasionnelles incluses) :

Lot	Montant maximum en HT pour chaque reconduction	Montant maximum en HT sur la durée totale du marché
1	50 000€ HT	200 000€ HT
2	100 000€ HT	400 000€ HT
3	200 000€ HT	800 000€ HT

1.6. Procédure de passation

Le présent marché est un marché à procédure adaptée par son objet passé en application notamment des articles L2123-1.2° et R2123-1.3° du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'annexe 3 du Code de la Commande Publique « Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques », le présent marché porte sur des « Services d'enquête et de sécurité » qui sont numérotés de « 79700000-1 à 79723000-8 » selon la nomenclature CPV édictée par le règlement (CE) n° 213/2008 de la Commission du 28 novembre 2007.

Cette fourchette de numéros CPV englobe la prestation suivante : « 79713000-5 » Services de gardiennage.

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée par son objet.

ARTICLE 2. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont d'une part :

- l'Urssaf Rhône-Alpes désignée dans le présent document par la mention "l'URA" ;
- et d'autre part :
- l'entreprise Titulaire du marché désignée par l'expression "le Titulaire".

La personne représentant le Pouvoir Adjudicateur est Madame Frédérique MINY, Directrice de l'Urssaf Rhône-Alpes.

Le comptable assignataire est Madame Pascale FRANCEZON, Directrice comptable et financier de l'Urssaf Rhône-Alpes.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- **L'Acte d'Engagement (AE)**, signé par le candidat et accepté par l'organisme ;
 - Annexe 1 à l'Acte d'Engagement : Bordereau de Prix ;
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** ;
 - Annexe 1 au CCAP : Masse salariale soumise à reprise du personnel
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G. – F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le **cadre de réponse technique (C.R.T)** et ses annexes éventuelles, complété par le candidat
- **Le mémoire technique des candidats**
- **Les actes spéciaux de sous-traitance** et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les **bons de commande**.
- Les **attestations de visite des sites**

Seuls les exemplaires conservés dans les archives de l'URA font foi en cas de contestation.

Le titulaire déclare connaître l'ensemble des pièces précitées, s'y référer et les accepter, étant entendu que certaines d'entre elles n'étaient pas comprises dans le DCE mais sont, par exemple, consultables sur des sites Internet tel que www.legifrance.gouv.fr.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, toute disposition figurant dans des documents envoyés par le Titulaire qui seraient contraires aux dispositions des pièces

contractuelles listées ci-avant, sera réputée non écrite. Il en est ainsi, sans que cette liste ne soit exhaustive, des conditions générales de vente du titulaire du marché.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 Durée du marché

Le marché est d'une durée initiale d'un (1) an ferme à compter de sa date de notification.

Il est renouvelable trois (3) fois par période d'un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée totale ne dépasse quatre (4) ans.

Par l'envoi d'un courrier en lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois mois avant l'échéance de chacune des périodes annuelles, le Pouvoir adjudicateur pourra décider de dénoncer le marché et donc de ne pas le reconduire pour une période annuelle supplémentaire.

Le titulaire du marché ne peut s'opposer à la reconduction tacite selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

Le titulaire devra avoir la capacité d'effectuer les premières prestations au **02/03/2026**. Une réunion de préparation aura lieu dès l'attribution du marché.

4.2 Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Dans le cas où les prestations ne démarreraient pas à la date précisée ci-dessus, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucun droit ou indemnités de quelque nature que ce soit.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire dispose d'une semaine à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, pour signaler au pouvoir adjudicateur son impossibilité d'effectuer les prestations à la date prévue, et devra lui indiquer la prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 13.3.3, le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Dispositions particulières

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP et à la description de l'offre du Titulaire dans le cadre de réponse technique.

Le Titulaire déclare parfaitement connaître les règles de sécurité ainsi que les règlements applicables à l'exécution des prestations dont il a la charge.

5.2. Moyens d'accès

L'URA met à disposition du Titulaire l'ensemble des accès utiles à chacun des sites (cartes, clés, télécommandes). Les accès sont paramétrés pour la totalité des locaux et ce 24h/24 et 7j / 7.

La remise des accès se fait contre signature d'un bordereau de remise de pièces.

En cas de dysfonctionnement d'un moyens accès, le Titulaire doit le signaler immédiatement aux responsables sécurité.

Le Titulaire a la charge de sensibiliser ses équipes terrain à la déclaration de perte ou de vol des moyens d'accès aux sites.

Aussi, il est expressément interdit au Titulaire de prêter à un tiers, de reproduire ou de faire reproduire les moyens d'accès. Ces derniers demeurent la propriété exclusive de l'URSSAF RHÔNE ALPES Rhône-Alpes.

Restitution des cartes d'accès

A l'issue de la période d'exécution des prestations, le Titulaire s'engage à restituer par tous moyens les moyens d'accès propres à chacun des sites de l'URSSAF RHÔNE ALPES Rhône-Alpes ainsi que tous autres éléments confiés durant l'exécution du marché dans un délai de (7) sept jours calendaires à compter de la demande écrite de l'URSSAF RHÔNE ALPES Rhône Alpes.

En cas de perte, de vol, ou de détérioration, le titulaire avisera aussitôt par mail les responsables de sécurité des exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés à l'identique et feront l'objet d'une pénalité retenue sur facturation ou l'émission d'avoir conformément à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

5.3. Réunions

Le Titulaire s'engage à se rendre à toute réunion prévue au CCTP ou à laquelle il sera convoqué par le pouvoir adjudicateur.

Toute absence, sans en avertir la pouvoir adjudicateur, à une réunion pour laquelle il a été convoqué, sera sanctionnée par les pénalités visées à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

5.4. Exécution des prestations

5.4.1. Passation des commandes

Les prestations s'exécutent au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

- Bon de commande annuelle pour les prestations récurrentes
- Bon de commande à posteriori ou à l'apparition des besoins pour les prestations dites occasionnelles.

L'Organisme peut émettre autant de bons de commande que nécessaire. L'émission des bons de commande se fera par courriel.

Chaque bon de commande indiquera à minima :

- ✓ Référence du marché et numéro du bon de commande ;
- ✓ Lieu(x) d'exécution ;
- ✓ La durée de la prestation commandée ;
- ✓ Le prix unitaire (sur la base du B.P de l'offre retenue) ;
- ✓ Le montant du bon de commande en € HT et TTC ;
- ✓ Les coordonnées des « contacts » de l'organisme et du titulaire ;
- ✓ Les jours et horaires de réalisation de la prestation ;
- ✓ La date de la commande avec le nom et la signature du représentant de l'organisme.

5.4.2. Délai de prévenance - Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du Marché. Cependant, l'exécution des prestations commandées avant terme pourra s'achever au-delà de la période de validité du Marché pour répondre à un besoin spécifique.

Les délais d'exécution des prestations sont précisés dans chaque bon de commande.

ARTICLE 6. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément au CCAG FCS.

Les équipes de l'Urssaf Rhône-Alpes de chaque site peuvent effectuer au moment de la livraison des opérations de vérifications simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire.

Concernant le moment des vérifications : il sera fait application de l'article 28.2 du CCAG FCS.

Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le Titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision des suspensions des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins exprimés par l'URA, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution.

Il prend toutes les dispositions adoptées par les professionnels en la matière, pour assurer la sécurité, la neutralité, la qualité de ses services et la protection des différentes informations.

Le Titulaire a la responsabilité de fournir la prestation attendue en respectant les règles de l'art en vigueur ainsi que toutes les spécifications techniques des C.C.T.P.

7.1. Interventions sur site

L'exécution du présent marché est soumise aux dispositions des articles R.4511-1, 2, 3 et 4 et R.4515-1 à R.4514-8, R.4514-9 et R.4514-10 du Code du travail.

Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites, lorsqu'il s'agit des sites de l'URA.

Le Titulaire ou son représentant doit, avant tout commencement d'exécution des prestations et sur les lieux même de leur intervention, faire connaître à l'ensemble des salariés et sous-traitants affectés à la réalisation de la prestation les consignes de sécurité applicables qui lui ont été communiquées par l'Urssaf Rhône Alpes.

Le Titulaire informe par ailleurs de ces consignes tout nouveau salarié ou sous-traitant intervenant sur les sites du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de la prestation.

Le Titulaire veille à prendre toutes les précautions en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'URA et pour les tiers.

Il demeure responsable des accidents du fait de son personnel et il est tenu, en outre, de garantir l'URA de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Le Titulaire est tenu de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l'URA (règlement intérieur, chartes utilisateurs/de bonnes conduites, etc.). Les documents applicables au sein de l'Organisme sont communiqués au Titulaire à sa demande.

7.2. Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité et de respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel (cf. article « Protection des données à caractère personnel » du présent C.C.A.P.).

Le Titulaire s'engage à respecter, et à faire respecter par l'ensemble de son personnel, le secret le plus absolu concernant les informations et documents auxquels il pourra avoir accès dans le cadre de l'exécution du marché. Il prendra toutes les dispositions adoptées par les professionnels en la matière pour assurer la sécurité, la neutralité, la qualité de ses services et la protection des différentes informations. Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

7.3. Obligations de résultat

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assume l'entière responsabilité, sera en tous points conforme aux exigences définies dans le présent marché et est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

En cas de non-atteinte des résultats stipulés dans le C.C.T.P, il s'engage à mobiliser tous les moyens supplémentaires nécessaires pour garantir une prestation conforme et éviter toute interruption d'activité, à ses frais et sans augmentation des montants.

Le Titulaire ne peut s'exonérer de sa responsabilité qu'en démontrant que l'inexécution résulte d'un cas de force majeure ou du fait de l'URA. La charge de la preuve repose sur le Titulaire.

La force majeure s'entend au sens de l'article 1218 du Code civil.

7.4. Communication des incidents

Toute anomalie, qu'elle soit d'ordre matériel et/ou fonctionnel et/ou organisationnel, doit être portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur. L'information doit être transmise par voie téléphonique avant d'être confirmée par écrit.

Le Titulaire s'engage à prévenir l'Urssaf Rhône Alpes, sans délai, en cas de survenance d'une défaillance imprévisible avant le démarrage de la prestation

Le non-remplacement du personnel dans les 2 heures suivant le signalement pourra entraîner des pénalités prévues au C.C.A.P.

En cas de non-respect, l'URA se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article « Pénalités » du présent document.

7.5. Reprise du personnel

Le Titulaire est soumis à l'obligation de reprise du personnel affecté à l'exécution du précédent marché dans les conditions prévues par l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel et avenant du 28 janvier 2011, attaché à la convention collective nationale des entreprises de prévention et sécurité du 15 février 1985 par arrêté du 25 juillet 1985.

Il garantit la continuité des contrats de travail et du maintien de l'emploi des salariés affectés à ce marché conformément aux dispositions des articles L1224-1 du code du travail.

Le titulaire entrant devra donc se rapprocher de son prédécesseur pour régler la question de la reprise du personnel (*cf. Annexe 1 au CCAP*).

Le non-respect de ces dispositions réglementaires et conventionnelles constitue un motif de résiliation du marché sans indemnité, conformément à l'article 41.1 du CCAG fournitures courantes et services (FCS).

A l'expiration du présent marché, le titulaire s'engage à remettre au Pouvoir Adjudicateur, tous les renseignements relatifs au personnel affecté au marché.

Le Titulaire garantit l'exécution des prestations définies, conformément à son offre technique acceptée par l'URA et s'engage à mettre à disposition de la personne publique les profils de compétence proposés dans son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le Titulaire met en œuvre pour son marché, les moyens matériels et humains qu'il estime nécessaires. Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

ARTICLE 8. MODALITES DE FIXATION DES PRIX

Les prestations faisant objet du marché seront réglées par application des prix renseignés dans l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement (Bordereau de prix).

N.B : les prix unitaires indiqués dans l'annexe 1 précitée seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

ARTICLE 9. CONTENU DES PRIX

Les prix sont précisés en euros (€), hors taxes H.T et toutes taxes comprises T.T.C.

Ces prix sont réputés complets, en ce sens qu'ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations et sont considérés comme incluant de plein droit tous les frais afférents à la réalisation du Marché, à savoir, sans que la liste ne soit exhaustive, le coût du personnel, des déplacements, de la logistique, des assurances, les logiciels et formations.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire, qui n'aurait pas été mentionné dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont conclus fermes pour la première année d'exécution du marché.

ARTICLE 10. VARIATION DES PRIX

10.1. Modalités de révision de prix

La révision des prix est applicable annuellement sur le montant HT du marché.

Pour la première année d'exécution du marché, les prix restent fermes.

La révision des prix proposée par le titulaire et validée par le pouvoir adjudicateur sera réalisée à la **date anniversaire** du marché qui correspond à la **date de notification**, établissant ainsi de nouveaux prix pour la période de reconduction considérée.

Aucune variation des prix ne sera prise en compte en dehors de la présente clause.

10.2. Modalités d'application

Le titulaire du marché transmet, par tout moyen, à l'Urssaf Rhône-Alpes, les prix révisés accompagnés du calcul réalisé pour les obtenir. Cette demande devra être adressée au plus tard 1 mois avant la date d'application de la révision des prix.

L'envoi par mail devra se faire à l'adresse suivante : contrats-marches.rhone-alpes@urssaf.fr

Pour l'envoi par courrier, la LRAR devra être adressée à :

Urssaf Rhône Alpes
Unité contrats Marchés
6 Rue du 19 Mars 1962
69200 Vénissieux

En l'absence d'une demande écrite (mail ou courrier) du titulaire, les derniers prix en vigueur continueront à s'appliquer, sans que le titulaire puisse prétendre à une révision avant la périodicité de révision suivante prévue au contrat. La révision ne pourra être rétroactive. Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après accord écrit de l'Urssaf Rhône Alpes.

Les prix révisés s'appliquent uniquement pour les bons de commandes émis postérieurement à la date de révision. Les prestations commandées antérieurement, mais réalisés postérieurement, ne font pas l'objet d'une révision.

10.3. Formule de calcul

Les indices de référence choisis pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché sont :

ICTrev = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565196

Lien : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565196>

BtoB-SSP = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée, Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes
Identifiant 010766457

Lien : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766457>

La formule applicable est la suivante :

$$P = P_o * [0,15 + 0,50 * (ICTrev / ICTrev_o) + 0,35 * (BtoB-SSP / BtoB-SSP_o)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

Po = Prix de base (mois 0 Mo)

ICTrev = dernière valeur parue de l'indice susvisé, à la date de la demande de révision des prix

ICHTrev o = valeur de ce même indice au mois 0 (zéro)

BtoB-SSP = dernière valeur parue de l'indice susvisé, à la date de la demande de révision des prix

BtoB-SSP O = valeur de ce même indice au mois 0 (zéro)

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG FCS lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum deux (2) décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, le mois 0 (M0) correspond au mois de la date limite de réception des offres établie dans l'appel à la concurrence ou les documents de consultation.

La valeur à prendre en compte est la dernière valeur parue à la date de la demande de révision tarifaire, sans que le titulaire puisse se prévaloir d'une parution ultérieure.

Conformément à la clause de réexamen prévue au présent CCAP, en cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de prendre en compte cette modification par voie d'avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre l'URA et le titulaire.

10.4. Clause de sauvegarde

Dans le cas d'une variation tarifaire de plus de 5% par rapport au prix initial, l'acheteur se réserve la possibilité de :

- Refuser l'application des nouveaux prix et de résilier le marché par LRAR pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.
- D'appliquer la clause de réexamen prévue au présent CCAP

10.5. Clause butoir

L'évolution du prix résultant de l'application de la formule de révision indiquée à l'article 10 du présent CCAP ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 5% entre deux années d'exécution successives.

10.6. Clause de réexamen

Conformément aux dispositions des articles L 2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur introduit une clause de réexamen applicable à l'ensemble du marché.

Le résultat du réexamen sera formalisé par un avenant.

10.6.1. Evolutions des prestations

Au cours de l'exécution du marché, des évolutions sont susceptibles d'intervenir, concernant les situations énoncées ci-après :

- Des mouvements patrimoniaux pourraient être envisagés par le pouvoir adjudicateur par le déménagement, la fermeture provisoire ou définitive de certains sites. Dans ce cas, la quotité des prestations pourra ainsi se voir diminuer ou augmenter ;
- Il en sera de même en cas de contexte de sûreté à renforcer ;
- L'existence de travaux de faible ou grande ampleur au sein des bâtiments pourra conduire à une modification des prestations, et à une modification des surfaces
- L'adjonction d'éventuelles nouvelles installations de façon définitive conduira à élargir le périmètre des prestations d'autant.

10.6.2. Disparition indice / index

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de prendre en compte cette modification par voie d'avenant.

L'URA notifie sa décision au Titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, de l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relative à la formule et à ses conditions de mise en œuvre.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre l'URA et le Titulaire.

10.6.3. Augmentation financière

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Acheteur mais est initiée par le seul Titulaire en cas d'augmentation des coûts le conduisant à exposer pour l'exécution du marché des sommes représentant plus de cinq (5%) des prix stipulés aux BPU et révisés conformément à l'article 10 du présent CCAP.

✓ Modalités d'application

Le Titulaire adresse à l'Acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document justifiant le dépassement du seuil précisé à l'alinéa premier du présent article. A cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement et de justifier de ses causes.

A la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, l'Acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours.

Le pouvoir adjudicateur pourra :

- Mettre en œuvre la présente clause selon les tarifs annoncés par le Titulaire avec application du(es) prix nouveau(x) en lieu et place du(es) prix du bordereau des prix.
- Proposer une offre tarifaire contradictoire. Dans cette hypothèse, Le Titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par le pouvoir adjudicateur.
- Refuser l'application de la présente clause. En cas de refus, le(s) prix initial(ux) demeure(nt) applicable(s). Le Titulaire sera dans l'obligation de continuer à exécuter le présent marché durant la nouvelle période, avec une augmentation limitée à 5 %, la part restant alors à la charge du Titulaire sans possibilité pour lui de se prévaloir d'une quelconque indemnisation.

En cas de désaccord entre les parties, le marché pourra être résilié sans indemnité pour le Titulaire.

10.6.4. Autres

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;

- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché

ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

Les versements seront effectués à terme échu mensuellement par virement sur présentation d'une facture déposée sous CHORUS PRO.

Numéro de SIRET URA : 79484650100011

Désignation : URSSAF RHONE ALPES

Pas de service ni d'engagement.

La facture indiquera notamment et lisiblement :

- Le numéro du marché mentionné sur l'Acte d'Engagement ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le nombre de passage par site ;
- Le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- Le détail des prestations facturées ;
- La date de la facture ;
- Le prix, hors TVA, le montant de la TVA et son taux, et le prix TTC

L'ensemble de ces éléments sont à mentionner lisiblement sur chaque facture concernée.

Le paiement intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par les services de l'URA. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R.2192-12 à R.2192-17 du Code de la commande publique.

• Périodicité des factures

Les factures sont établies par site et mensuellement à terme échu.

- ✓ Une facture mensuelle par site pour les prestations récurrentes
- ✓ Une facture mensuelle par site pour chaque prestation occasionnelle

Une facture ne doit concerner qu'un seul bon de commande.

• Délai global de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

- **Intérêts moratoires**

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. A ces intérêts moratoires, s'ajoutera le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

Le délai de paiement sera suspendu dans les cas suivants :

- si la facture fait l'objet d'un rejet motivé de la part du pouvoir adjudicateur,
- en cas de changement dans l'identification de l'entreprise titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires etc...) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises.

Cette liste de cas, doit être considérée comme étant non exhaustive.

ARTICLE 12. AVANCE

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option A est retenue par l'URA.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30%.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est de 5 %.

En application de l'article R. 2191-9, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

ARTICLE 13. SOUS TRAITANCE

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-13 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique. **La sous-traitance totale du marché est interdite.**

En application de l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique, l'acheteur exige que les tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire.

Sont définies comme tâches essentielles les activités suivantes :

- **La présence physique des agents de sécurité sur site.**
- **La gestion et la réalisation des rondes de surveillance.**
- **La rédaction des rapports d'incidents et de surveillance.**

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, en cours d'exécution du marché, devra être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au pouvoir adjudicateur.

En application de l'article L2193-7 du CCP, le soumissionnaire ou le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial (formulaire DC4) signé par le pouvoir adjudicateur, le sous-traitant et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Lorsque la demande de sous-traitance est effectuée concomitamment au dépôt de l'offre par le candidat au marché public, celle-ci doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles l'opérateur économique s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

Lorsque la demande de sous-traitance est effectuée après la notification du marché public, celle-ci doit contenir :

- l'ensemble des éléments susmentionnés ;
- un RIB
- ainsi que l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant

✓ Déclaration tardive de sous-traitance

Est considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au Pouvoir adjudicateur en deçà des 15 jours précédant le début d'intervention du sous-traitant.

Toute déclaration tardive d'un sous-traitant peut donner lieu à l'application de pénalités.

✓ Paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'URA, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975, le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit. Toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite.

Le titulaire du marché reste entièrement responsable de l'exécution du marché, même en cas de sous-traitance. En aucun cas, la sous-traitance ne dégage le titulaire de ses obligations contractuelles envers l'acheteur. Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations sous-traitées et s'assure que le sous-traitant respecte toutes les obligations imposées par le contrat.

ARTICLE 14. PENALITES

- **Modalités d'application des pénalités**

L'application de pénalités est notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision.

✓ Pénalités de retard

Lorsque l'URA envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, la nature des retards ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Ces dernières seront retenues lors du paiement des prestations du mois suivant la date de constatation du retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités applicable figure dans le tableau ci-dessous.

Au-delà de 30 jours calendaires de retard, le marché est résiliable de plein droit, aux torts du Titulaire et après mise en demeure préalable.

La non-application des pénalités de retard s'impose lorsque le retard est justifié par des circonstances qualifiables de cas de force majeure. La force majeure s'entend d'un événement extérieur, imprévisible et irrésistible.

• Application

L'ensemble des pénalités, et par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS pour les pénalités de retard, sont cumulables dans la limite de 25% du montant mensuel HT facturé par site.

De plus, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités inférieures à 1 000 € HT.

La computation des délais de retard se fera en jours ouvrés

Les pénalités commencent à courir au 1er jour ouvré suivant le dépassement du délai imparti.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Dans le cas où le cumul des pénalités venait à atteindre le montant du bon de commande HT, l'URSSAF Rhône Alpes se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

	<i>Libellé</i>	<i>Montant HT</i>	<i>Remarques</i>
Défaul de continuité de service	Absence ou retard constaté entre 15 min et 1h	15€	Cette sanction n'est pas cumulative avec la suivante
	Absence ou retard constaté > à 1h et pour toute nouvelle heure entamée	30€ par heure de retard	Cette sanction n'est pas cumulative avec la précédente.
	Abandon de poste / départ anticipé avant l'heure de fin de sa prestation Non continuité de service	200€ par départ anticipé / abandon	Absence constatée : poste inoccupé à la suite d'absence d'agent non prévue et non justifiée ; départ du site sans attendre sa relève.
	Défaul de remplacement d'un agent absent dans le délai prévu au marché	200€ par défaut	Cf délai fixé par l'article 5.1.4 du CCTP

Pénalités cumulables si concernent plusieurs agents intervenants sur un même manquement	Absence / Défaut du respect du délai de mise en place de prestations de mesures conservatoires	200€ par manquement	Le prestataire peut être amené à mettre en place, dans un délai de 2h maximum, une prestation de mesures conservatoires.
	Défaut d'exécution de ronde	80€ par manquement	Pour chaque ronde non exécutée ou absence de rapport de ronde non justifiée ou ronde partiellement effectuée.
	Défaut d'exécution de prestation de levée de doute	80€ par manquement	Pour chaque prestation de levée de doute non exécutée ou absence de rapport non justifiée ou levée de doute partiellement effectuée. Délai d'une heure à compter de l'appel de la télésurveillance
Défaut de respect des consignes	Non-respect des consignes permanentes du site	100€ par constat / site	Le défaut d'exécution pourra être constaté par un contrôle du pouvoir adjudicateur à tout moment et sans que le titulaire ne soit averti de ce contrôle au préalable. Sur la base des attentes exprimées par l'acheteur.
	Intervention de personnel dépourvu d'habilitation conforme à la réglementation ou demandée par l'acheteur	500€ par manquement	
	Non-respect des qualifications requises pour la tenue des postes	100 € par manquement	A la demande de l'acheteur, le prestataire est à même de produire les justifications d'usage concernant les qualifications et les formations des personnels affectés sur le site.
Défaut de réalisation des formations	Formation réglementaires	200€ par agent/formation	
	Formation initiale sur site (au poste et au site)	150€ par agent	Cf. Art 5.1.1 du CCTP
Défaut de remise des documents	Non remise de la liste du personnel dans les 15 jours suivant le démarrage de la prestation	100€ par manquement	A compter du signalement de l'URA
	Absence ou retard dans la transmission des documents contractuels sous 15 jours maximum après la notification du marché (carte pro, attestations de formations, recyclages...)	100€ par manquement	A compter du signalement de l'URA Cf. Art 5.1.1.1 du CCTP
	Non actualisation de la liste du personnel	50€ par manquement	A compter du signalement par l'URA
	Non information en cas de remplacement temporaire ou définitif d'une personne affectée à l'exécution des prestations	50€ par manquement	Le Titulaire devra informer par écrit la responsable régional sécurité 1 mois à l'avance et avoir reçu préalablement son accord
			Cf. Art 5.3.1 du CCTP

	Non communication du planning mensuel dans les délais convenus	50€ par constat	A minima 1 semaine avant le 1er de chaque mois 48h avant la prise de poste de l'agent concerné.
	Défaut ou incomplétude de tenue de la main courante, compte rendu d'intervention / de ronde	50€ par constat	
Défaut matériels et tenues	Défaut de tenue de travail adapté	50€ par défaut constaté	Dans la limite d'un constat par jour et par agent
	Défaut de fourniture ou dysfonctionnement d'équipement	100€ par matériel	Sans actions correctives mise en place à la suite de réclamations
Autres	Non-respect de la tenue des locaux mis à disposition	50€ par constat	Si nécessité de remise en état du site, elle sera à la charge du prestataire
	Non signalement de la perte d'un moyen d'accès	50€ par moyen d'accès	
	Absence de l'interlocuteur dédié ou son suppléant aux réunions de suivi programmées	100€ par réunion	Si absence non justifiée
	Non restitution d'un moyen d'accès en fin de marché / Perte d'un moyen d'accès	50€ par moyen d'accès	Et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées, qui peut être le remplacement de toutes les serrures concernées
	Non-respect des obligations relatives à l'insertion	35€ par heure d'insertion non réalisée	
	Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause d'insertion	100 € par semaine de retard	A compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure.
	Mauvais comportement d'un agent : toute attitude de laisser aller, d'agressivité, toute tenue incomplète ou négligée...	50€ par constat	En cas de débordement avéré, de comportement inacceptable d'un agent du Titulaire, l'URA s'arroge la faculté de demander, à tout moment et sans délai ni préavis, le retrait de cet agent.
	Pénalités pour travail dissimulé	Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 1 000 €	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par l'article 18 du présent CCAP L'URSSAF Rhône Alpes se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans que celui ne puisse prétendre à une indemnisation, si ce dernier ne régularise pas sa situation au regard des formalités prévues par le Code du Travail

	Déclaration tardive d'un sous-traitant	50€ par manquement	Toute déclaration parvenant au Pouvoir adjudicateur en deçà des 15 jours précédant le début d'intervention du sous-traitant
--	--	--------------------	---

ARTICLE 15. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le prestataire doit justifier avec sa candidature qu'il bénéficie des assurances demandées, en cours de validité.

Il s'engage à demeurer couvert par ces assurances pendant toute la durée d'exécution du marché et doit être en mesure de produire les attestations correspondantes sur simple demande de l'URA et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'URA.

En application de l'article 8 du CCAG FCS, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

En d'autres termes, la responsabilité du titulaire étant totale (non limitée), si le montant des dommages est supérieur à la somme garantie par l'assureur, le différentiel sera ainsi supporté directement par le titulaire.

ARTICLE 16. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En application de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S., l'URA se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché public pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du marché. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans le cas où le cumul des pénalités venait à atteindre le montant du bon de commande HT, l'URSSAF Rhône Alpes se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 17. RESILIATION DU MARCHE

Les conditions et les modalités de résiliations applicables au marché sont prévues au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S.

- **Résiliation aux torts du Titulaire**

Outre les cas prévus l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation du marché peut être prononcée de façon unilatérale et sans indemnité, en cas :

- de non-respect des dispositions contractuelles prévues au présent C.C.A.P. et aux C.C.T.P ;
- de retards répétés non justifiés cumulés sur une période d'un mois et en cas de non-application des tarifs contractuels ;
- de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à la section 14 du présent C.C.A.P. ;
- de non-respect de l'obligation de confidentialité ;
- de manquements aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail ;
- d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

- **Modalités de résiliation**

La décision de résilier le marché aux torts du Titulaire lui est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché est résilié par l'URA, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, l'URA exige la réalisation de toutes les prestations en cours d'exécution.

- **Résiliation pour motif d'intérêt général**

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du Titulaire, pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois avant la date d'effet souhaitée.

- **Résiliation pour événements liés au marché**

Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en oeuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché.

ARTICLE 18. PRODUCTIONS PERIODIQUES DU TITULAIRE

Par application des dispositions des articles L.8222-1 et D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail relatifs à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire devra fournir à l'URA, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les attestations de régularité fiscale et demandées, ci-après :

- une attestation de régularité fiscale directement en ligne à partir de leur compte fiscal ou auprès de leur service des impôts gestionnaire (document annuel, à ne fournir qu'une fois en début de période) ;
- une attestation sociale, dite de vigilance, disponible en ligne sur le site de l'Urssaf.

Des pénalités peuvent être infligées par l'URSSAF au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Adresse et périodicité des transmissions :

Les documents devront être envoyés à l'adresse électronique suivante : contrats-marches.rhone-alpes@urssaf.fr

La transmission des documents aura lieu pour chaque année civile :

Pour le premier semestre	Pour le second semestre
Remise au plus tard le 1 ^{er} février	Remise au plus tard le 1 ^{er} juillet

A défaut de réception et sans explication de cette absence, l'URA pourra adresser une mise en demeure au titulaire avec un délai de vingt (20) jours calendaires pour transmettre le document. En cas de mise en demeure infructueuse, le titulaire encourt la résiliation du contrat sans versement d'indemnité.

ARTICLE 19. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire est informé que, dans le cadre du présent marché, il est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'Urssaf Rhône Alpes. A ce titre, les Parties déclarent que le Titulaire agit en tant que sous-traitant au sens de l'article 4-8) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données applicable à compter du 25 mai 2018 et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après le « Règlement » ou « RGPD ». De son côté, l'Urssaf Rhône Alpes agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4-7) dudit Règlement.

- ***Description du traitement des données à caractère personnel***

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La finalité est le pilotage des prestations de gardiennage et de surveillance des locaux de l'URA :

- ***Pour la prestation de ronde*** : système de supervision pour chaque site avec logiciel de gestion de ronde et de localisation permettant de décharger les rondes après chaque intervention :
 - * Recenser les dysfonctionnements pouvant intervenir dans les établissements
 - * Accéder et suivre les comptes rendus de ronde
 - * Analyser les incidents et les réponses apportées
 - * Accéder aux informations suivantes :
 - Horaire Début et fin de ronde
 - Identité du rondier
 - Le parcours de ronde (points de contrôle tagués)
 - Toutes anomalies ou signalements particulier photos, vidéos, textes)
- ***Pour le gardiennage statique*** : main courante électronique pour le site de Vénissieux
 - * Accéder en temps réel aux comptes rendus des prestations réalisées et à la saisie des différentes actions menées par les agents de sécurité : missions, interventions sur des événements imprévus...
 - * La consultation du journal de sécurité à tout moment et depuis n'importe quel appareil
- ***Pour les levées de doute*** : système de supervision pour chaque site avec logiciel de gestion permettant de décharger les comptes rendus après chaque intervention. Le

système pourra permettre la mise à disposition de photos pour préciser les signalements

* Accéder et suivre les comptes rendus

Figurent sur ce compte-rendu les mentions ci-après :

- date et heure de réception de l'alarme,
- le type d'alarme déclenchée
- l'heure d'arrivée sur le site et de départ de l'agent,
- le nom de l'intervenant ou de l'équipe d'intervention,
- le détail de l'anomalie constatée et sa localisation dans l'espace bâtiment,
- les actions correctives effectuées et les recommandations de l'intervenant le cas échéant.

La durée du traitement des données est égale à la durée totale du contrat.

La nature des opérations réalisées sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les catégories de données à caractère personnel saisies sont :

- Les données d'identification : le nom/prénom/numéro d'agent/le site/le numéro de téléphone/l'adresse mail professionnelle du salarié bénéficiaire pour le site sur lequel il travaille ;
- Les données de vie professionnelles : la nature et la date de la demande, les réponses apportées, les plans éventuels des sites, les codes d'accès, localisation des caméras de surveillance.

Les catégories de personnes concernées sont les salariés de l'Urssaf Rhône-Alpes et le Titulaire du marché.

• **Obligations du titulaire vis-à-vis de l'URSSAF Rhône Alpes**

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendraient en contradiction avec les instructions de l'Urssaf ou ne permettraient pas au titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le titulaire devra en informer l'Urssaf sans délai, et avant de procéder à tout traitement.

Dans un tel cas, le titulaire s'engage à rencontrer l'Urssaf aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard du marché et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le titulaire doit informer l'Urssaf de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;
- a été conclu avec l'Urssaf préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent marché reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le titulaire se porte fort envers l'Urssaf du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent marché. L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles et sont couvertes par les droits et obligations qui s'y réfèrent. Le titulaire garantit à l'Urssaf qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'Urssaf et accepté formellement par cette dernière.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur du marché, le titulaire doit communiquer à l'Urssaf l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer le titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Urssaf comprenant l'ensemble des informations prévues à l'article 30 2) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

- ***Sous-traitance du traitement de données à caractère personnel***

Dans l'hypothèse d'opération de sous-traitance envisagée par le Titulaire, le Titulaire s'engage à communiquer auprès du responsable de traitement clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent article « Protection des données à caractère personnel ». Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Urssaf Rhône-Alpes de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Toute opération de sous-traitance envisagée par le Titulaire doit être effectuée dans les conditions de l'article « Sous-traitance » du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché.

- ***Notification des violations de données à caractère personnel***

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délais maximum de douze heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Courriel : informatiqueetlibertes.rhone-alpes@urssaf.fr

Tél : : 04 50 88 46 02 / 06 59 54 75 86

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;

- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

- **Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

La durée de conservation des données par le titulaire est égale à la durée totale du contrat. Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

- **Documentation, audit et étude**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. Le titulaire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire à l'Urssaf dans le cas où l'Urssaf Rhône-Alpes mène, pendant la durée du marché, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 du Règlement. Il apportera également assistance à l'Urssaf Rhône-Alpes pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

- **Protection du système d'information**

Le titulaire est tenu de respecter strictement les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'organisme. Par ailleurs, le titulaire reconnaît avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004).

Le titulaire garantit à l'Urssaf qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée du marché, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

Les parties identifieront, pendant toute la durée du marché, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

- **Manquement du Titulaire**

En cas de non-respect par le Titulaire de ses obligations visées, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'Urssaf Rhône Alpes pourra décider de résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 20. INSERTION SOCIALE

La partie « Clause d'Insertion Sociale » de l'Article 16 du CCAG portant sur le développement durable est intégralement remplacée par les articles suivants.

20.1 Favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique du 1er avril 2019, l'URSSAF, fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

20.1.1 Critère d'éligibilité

Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'[article L. 5132-4 du code du travail](#), c'est-à-dire : mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée,
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi dans les 12 derniers mois)
- Allocataires des minimas sociaux (RSA, ASSS, AAH, AI...).
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Demandeurs d'emploi ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés ;

- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;-diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en parcours dans le dispositif CEJ ;
- Demandeurs d'emploi habitant en quartier prioritaire de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).
L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par le facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion pour le compte de l'URSSAF, en amont de tout contrat de travail à l'aide de la fiche de validation en transmis par l'AMOI.

20.1.2 Durée d'éligibilité

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

Incitation à l'emploi durable en CDI : une personne bénéficiaire peut être valorisée jusqu'à 36 mois en cas d'embauche en CDI par une entreprise, dans la limite d'un plafond de 3640 heures d'insertion.

La notion de parcours étant particulièrement importante pour les Maîtres d'Ouvrages du territoire, cette valorisation exceptionnelle jusqu'à 36 mois peut également être accordée par l'AMO Insertion afin, par exemple, de permettre à la personne bénéficiaire d'acquérir une qualification professionnelle.

20.1.3 Principe de mutualisation

Afin de favoriser la construction de parcours longs, qualifiants et menant à l'emploi durable, les Maîtres d'Ouvrages du territoire valident un principe de mutualisation des heures d'insertion.

Ainsi, un candidat embauché par une entreprise dans le cadre d'une clause sociale, pourra être valorisé lors de son intervention sur un autre marché de la même entreprise, même si l'embauche n'est pas postérieure à la notification du marché.

Dans tous les cas, la 1^{ère} embauche effectuée dans le cadre d'une mutualisation devra se faire post-notification d'un marché comportant une clause sociale.

La valorisation d'heures dans le cadre de la mutualisation devra être actée après validation de l'éligibilité du candidat, à chaque étape de la mutualisation

20.1.4 Mise en œuvre de l'action d'insertion

Cela consiste, pour **le titulaire du lot 03** du marché, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum de **150 heures par an (soit 600 heures sur la durée totale du marché)**, selon les modalités définies ci-dessous.

Précisions en cas de reprise du personnel sur un ou plusieurs lots

Si l'attributaire doit reprendre sur un lot du marché tout ou partie des salariés, en application de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 - Avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel, l'acheteur public, avec l'aide du facilitateur, calcule le volume d'heures d'insertion, non pas sur l'ensemble du marché, mais sur la partie non concernée par la reprise de personnel, sur la base d'un effort d'insertion de 5%.

Cette pondération du volume permet de respecter la pérennité des emplois et garantit une équité entre les soumissionnaires.

Le nombre d'heures du marché pris en compte est donc réduit de la part du personnel transférable.

Le nombre d'heures de travail réalisé par les salariés transférables sur la période est calculé à partir des annexes exigibles de reprise du personnel en multipliant le nombre d'heures mensuelles mentionné par la durée de la période concernée.

Le titulaire du contrat transmet au facilitateur le tableau de la liste des personnels repris dans le mois suivant la notification du marché.

20.1.5 Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire

Dans le cadre de la réalisation des engagements insertion par l'entreprise, trois modalités de mise en œuvre sont possibles pour les entreprises.

- **1^{ère} modalité : l'embauche directe** par l'entreprise titulaire du marché

Cette embauche peut se réaliser par tous les types de contrats de travail : CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés.

Le titulaire à l'entière responsabilité du choix du candidat, sous réserve de son éligibilité, de la signature du contrat de travail, et de la définition des missions, de sorte qu'il bénéficie d'une véritable insertion professionnelle. Une personne de l'entreprise doit être identifiée pour assurer l'accueil et le tutorat du futur embauché.

- **2ème modalité : la mise à disposition de personnel** par une structure qualifiée

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition du personnel pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire. Cet organisme se chargera du recrutement, du suivi et de l'accompagnement. Ces personnes seront encadrées par le titulaire.

- **3ème modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une structure qualifiée

L'entreprise sous-traite tout ou partie de son marché à une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) sous conventionnement avec l'Etat, ou à une Entreprise Adaptée (EA) ou un Etablissement et Services d'Aide par le Travail (ESAT).

Une fois que le choix de la modalité de mise en œuvre de son engagement d'insertion est fait par l'entreprise, le facilitateur se rapproche, le cas échéant, de la structure choisie par l'entreprise pour l'aider à réaliser son engagement d'insertion et lui transmet les informations relatives à la clause d'insertion du marché.

20.1.6 Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion de l'URSSAF

L'Assistant à Maître d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné par l'URSSAF est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

Coordonnée de l'AMOI :

Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'E)

24 rue Etienne Rognon - 69007 Lyon

Elsa MAUNIER

Facilitatrice Clauses Sociales

Tél : 07 68 09 69 91

Mail : emaunier@lyonmetropole-mmie.fr

L'AMOI apporte un soutien méthodologique au titulaire des marchés publics pour l'aider à satisfaire les conditions d'exécution sociales.

Il répond également aux demandes de conseils ou d'appui formulées par le titulaire dans le cadre de la mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Pour ce faire, il peut :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements, par la recherche et la présentation de candidats,
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration,

- Apporter si besoin est des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.
- Accompagner les entreprises dans la réalisation de son action qualitative.

20.1.7 Suivi et évaluation de la clause sociale

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

L'URSSAF procède, en collaboration avec la MMIE, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire produit et transmet à la MMIE, pour le 15 du mois suivant tous les renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion.

Les documents à transmettre au facilitateur sont :

- Le contrat de travail (reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, mensuelles et annuelles).
- Les fiches de paie.
- Le révéle d'heures transmis par la MMI'e.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité prévue au présent CCAP.

L'AMOI procède informe régulièrement l'URSSAF de l'état de réalisation de l'engagement d'insertion des entreprises titulaires de marchés publics.

En cas de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'engagement d'insertion celles-ci doivent être portées à la connaissance de l'AMOI et l'URSSAF.

Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel :

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément à l'article 19 du CCAP.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact

direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Pénalités pour non-respect

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 35 euros par heure d'insertion non réalisée. Sur avis du facilitateur, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-réalisation de l'obligation n'incombe pas à l'entreprise.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par semaine de retard, à compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure.

ARTICLE 21. REGLEMENT DES LITIGES ET DIFFERENTS

En cas de litige, seul le droit français est applicable et les tribunaux français seuls compétents.

Les parties pourront recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du Nouveau Code de Procédure Civile, toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord sera soumise à la Juridiction de Droit Commun. Les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours ou de médiation sont les suivantes :

Tribunal Judiciaire de Lyon

Tél. : 04.72.60.70.12

Courriel : tj-lyon@justice.fr

ARTICLE 22. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le C.C.A.P. déroge à certains articles du C.C.A.G.-F.C.S., indiqués comme suit :

Section du CCAP	Titre	Déroge à l'article du C.C.A.G – F.C.S.
Article 3	Pièces contractuelles	4.1
Article 4	Délais d'exécution	13.3.2 13.3.3
Article 11	Variation des prix	10.2.3 10.2.4
Article 14	Pénalités	14.1.1 14.1.2 14.1.3
Article 15	Assurances	9.2